

## DECISION CA028-2014

Vu le décret 71-871 du 25 octobre 1971 portant création de l'Université d'Angers  
Vu les articles L123-1   L123-9 du code de l' ducation  
Vu le livre VII du code de l'éducation et notamment son article L719-7  
Vu le code des statuts et règlements de l'Université d'Angers  
Vu la délibération CA024-2012 du 06 mars 2012  
Vu la délibération CA033-2012 du 29 mars 2012

■ **Objet de la décision** Demande d'adhésion de la Présidence | Cabinet  
Demande d'adhésion du SUIO-IP

**Conformément à sa délégation, le président de l'Université d'Angers décide :**

1. d'approuver la demande d'adhésion de la Présidence (Cabinet) : Conférence Nationale des Etudiants Vice-présidents d'Université
2. d'approuver la demande d'adhésion du SUIO-IP : Association COURROIE (Conférence Universitaire en Réseau des Responsables de l'Orientation et de l'Insertion Professionnelle des Etudiants) – Adhésion 2013-2014

Le président rend compte, dans les meilleurs délais, au conseil d'administration des décisions prises en vertu de sa délégation.

**A Angers, le 19 juin 2014**

**Jean-Paul SAINT-ANDRE**

*Le Président de l'Université d'Angers*



La présente décision est exécutoire immédiatement ou après transmission au Rectorat si elle revêt un caractère r glementaire. Elle pourra faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès du Président de l'Université dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa transmission au Rectorat suivant qu'il s'agisse ou non d'une décision à caractère r glementaire. Conformément aux articles R421-1 et R421-2 du code de justice administrative, en cas de refus ou du rejet implicite consécutif au silence de ce dernier durant deux mois, ladite décision pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans le délai de deux mois. Passé ce délai, elle sera reconnue définitive.

Affiché le : **16 juin 2014**



